

Table des matières

<i>Avant-propos</i>	7
<i>Sommaire</i>	9

CHAPITRE I La personne

<i>Le début et la fin de la vie, les droits de la personnalité et l'état de la personne. Une étude de droit comparé européen</i>	19
Walter PINTENS	
I. <i>La personne. Raison d'être du droit</i>	19
II. <i>Le début et la fin de la vie</i>	20
A. La personnalité et le début de la vie	20
B. La personnalité et la fin de la vie	23
III. <i>Les droits de la personnalité</i>	27
A. Des droits absolus ?	27
B. Le droit à l'image	28
IV. <i>L'état de la personne</i>	37
A. Le sexe et le genre	37
1. Le sexe	37
2. Un premier pas : la reconnaissance de la transsexualité	38
3. L'intersexualité : vers une reconnaissance du genre	41
B. Le nom	44
1. Nom et personnalité	44
2. Acquisition du nom	45
V. <i>Conclusions</i>	49

<i>La protection personnelle et patrimoniale des mineurs et des majeurs vulnérables : de quelques enjeux contemporains</i>	51
Dominique GOUBAU	
<i>Introduction</i>	51
I. <i>Minorité et (in)capacité</i>	53
A. La minorité : de l'incapacité à l'élargissement constant des champs d'autonomie	53
1. La relativité de la règle de l'incapacité générale d'exercice du mineur	53
2. La multiplication des seuils objectifs d'acquisition de l'autonomie	55
B. Autonomie, protection et capacité de discernement	57
1. La complémentarité des notions d'autonomie et de protection	57
2. La maturité comme critère d'attribution de droits et libertés	61
II. <i>La protection des majeurs vulnérables et le respect de l'autonomie résiduelle</i>	64
A. L'évolution récente des régimes de protection des majeurs	64
1. D'une mesure uniforme à une protection sur mesure	64
2. Représentation ou assistance ?	68
B. De quelques défis posés par les réformes contemporaines	73
1. Le problème de l'effectivité des normes légales	73
a. L'écart entre les normes légales et les pratiques	74
b. L'évaluation précise de l'(in)aptitude : mission impossible ?	76
2. La frontière juridique imprécise entre inaptitude et vulnérabilité	79
<i>Brève conclusion</i>	81
 <i>L'« auto-organisation » de la personne par le mandat pour cause d'inaptitude. Réflexions sous l'angle du droit suisse</i>	83
Walter BOENTE	
Nicolas TSCHUMY	
I. <i>Introduction</i>	83
II. <i>L'esprit de la réforme suisse</i>	84
A. Point de départ : l'autodétermination et l'exercice des droits civils	84

B. L'ancien droit de la tutelle	85
C. Le nouveau droit de la protection de l'adulte	86
1. Renforcement de l'autodétermination.....	86
2. Les mesures personnelles anticipées.....	87
3. Les mesures prises par l'autorité	87
4. Les mesures appliquées de plein droit.....	88
D. Le mandat pour cause d'incapacité en particulier.....	89
1. Généralités	89
2. Quelques dispositions en détail.....	89
a. Le principe – art. 360 C. civ.	89
b. La constitution – art. 361 C. civ.....	90
c. La révocation – art. 362 C. civ.....	91
d. La constatation de la validité et l'acceptation – art. 363 C. civ.	91
e. L'intervention de l'autorité de protection de l'adulte – art. 368 C. civ.	92
III. Bilan et perspectives	93
A. Rétrospective	93
B. La défaillance de la protection étatique et le rôle de l'autodétermination.....	93
1. Autodétermination et contenu de la protection	94
2. Autodétermination et organisation de la protection	95
C. Perspectives	97
 <i>L'étrange difficulté humaine de vivre la satisfaction et de consentir à la perte. La pulsion et le narcissisme</i>	99
Mauricio GARCÍA PEÑAFIEL	
<i>Introduction</i>	99
I. <i>Le caractère « traumatique » du plaisir et de la satisfaction</i>	101
II. <i>Au-delà du principe de plaisir et la pulsion de mort</i>	105
III. <i>La fonction de protection : le Surmoi et l'interdit comme modalités de conservation du narcissisme</i>	108
IV. <i>L'objet partiel et la satisfaction du sujet : la jouissance dans la perte</i>	110
<i>Conclusions</i>	112

<i>La multiplication des critères de discrimination en droit français.....</i>	115
Amélie GOGOS-GINTRAND	
I. <i>L'extension des caractères distinctifs</i>	119
A. Les caractères catégoriels	119
B. Les caractères individuels.....	122
II. <i>L'affinement des distinctions prohibées</i>	124
A. Les discriminations multiples et intersectionnelles	124
B. Les discriminations contextuelles	127
 <i>Le prénom, support d'identification individuelle et collective.....</i>	131
Rachida JELASSI	
I. <i>Le contrôle étatique du prénom attribué</i>	133
A. Un cadre juridique infra légal	134
B. Le prénom, entre identité collective imposée et liberté acquise des parents.....	137
II. <i>Le contrôle étatique du changement de prénom</i>	139
A. Le changement de prénom par voie administrative	139
1. Dans le cas où un Tunisien ne porterait pas un prénom à consonance arabe ou maghrébine.....	140
2. En cas d'acquisition de la nationalité tunisienne	140
3. Le changement dans l'intérêt du titulaire du prénom	141
B. Le changement de prénom par voie judiciaire	142
 <i>Le nom de famille dans le miroir de l'identité : le cas italien</i>	145
Luciano OLIVERO	
I. <i>Naissance d'un nouveau droit.....</i>	145
II. <i>Développements successifs : deux cas exemplaires</i>	148
A. Le droit à l'oubli.....	148
B. ... et le droit de l'adopté à la recherche de ses origines.....	151
III. <i>Le nom de famille</i>	154
A. Le nom de famille selon la tradition	154
B. Le nom de famille selon l'autonomie.....	157

Le mandat extrajudiciaire dans un contexte transfrontière 163

Silvia PFEIFF

Thalia KRUGER

- I. *Remarques introductives* 163
- II. *La loi applicable au mandat extrajudiciaire établi en Belgique* 169
 - A. Les mandats rédigés avant l'entrée en application en Belgique de la Convention de La Haye 169
 - B. Les mandats d'incapacité rédigés à partir de l'entrée en vigueur de la Convention de La Haye de 2000 en Belgique 171
- III. *La réception en Belgique d'un mandat d'incapacité étranger* 175
- IV. *La réception à l'étranger d'un mandat établi en Belgique* 177
 - A. Dans les États qui ont ratifié la Convention de La Haye 177
 - B. Dans les autres États 178

De la nécessité des clauses de conscience dans les lois bioéthiques contemporaines ? 181

Jacqueline POUSSON-PETIT

- I. *La mort lente et programmée des régulations des clauses de conscience* 183
 - A. Les défaillances et les incohérences des régulations 183
 - 1. Des régulations lacunaires, imprécises, incertaines, instables ... 184
 - 2. Des régulations de plus en plus chaotiques et antinomiques ... 186
 - B. L'illégitimité et l'inutilité des clauses de conscience 188
 - 1. Les clauses de conscience, entraves injustifiables aux droits des patients 188
 - 2. Les clauses de conscience, instruments juridiques superflus... 190
- II. *La survie indispensable mais conditionnelle des régulations des clauses de conscience* 192
 - A. La nécessité de réhabiliter les clauses de conscience 192
 - 1. Une revalorisation idéologique souhaitable du concept 192
 - a. Les mérites de l'équilibre internormatif 192
 - b. Les avantages d'une harmonie entre droits subjectifs concurrents mais inégaux 193
 - 2. La mise en exergue des qualités techniques incomparables du concept 193

a. Les lacunes de l'objection de conscience proprement dite	193
b. Les insuffisances de la clause déontologique.....	194
B. La nécessité de mieux réguler les clauses de conscience.....	195
1. Des principes à respecter.....	195
a. Les écueils à proscrire	195
i) Les déséquilibres critiquables	195
ii) Les discriminations condamnables.....	195
b. Les préconisations à suivre	196
2. Des méthodes de régulation à inventer.....	197
a. L'abandon nécessaire de certaines méthodes anciennes...	197
b. L'adoption nécessaire de nouvelles méthodes synthétiques et analytiques	197
 <i>Les îlots de l'intime. Mosaïque des limites du droit antidiscriminatoire..</i>	199
Sébastien VAN DROOGHENBROECK	
I. Sijakova et l'enfant favorisé	201
II. <i>Le sort des affaires « purement privées » dans la législation antidiscriminatoire</i>	205
III. Bert, Ernie et la liberté de conscience et d'opinion.....	207
IV. <i>Le choix de se retirer du Monde, le droit d'être un « outsider ».....</i>	210
 <i>Le nom, lieu de pouvoir et égalité de genre</i>	217
Alain-Charles VAN GYSEL	
I. <i>La mère donne la vie, le père donne le nom</i>	217
II. <i>Le nom est lieu de pouvoir</i>	219
III. <i>Rejet d'une solution, pourtant simple et à portée de main</i>	221
IV. <i>La filiation unique : le ver est dans le fruit</i>	223
V. <i>La double filiation simultanée : égalité, mais sur une petite partie du tableau.....</i>	226
VI. <i>Double filiation successive : prior mater potior mater</i>	229
VII. <i>Les justifications données par la Cour constitutionnelle</i>	233
VIII. <i>Conclusion</i>	236

<i>La place du genre dans la Constitution belge</i>.....	237
Marc VERDUSSEN	
I. <i>Le genre et l'écriture constitutionnelle</i>	238
II. <i>Le genre et le texte constitutionnel</i>	240
A. <i>La consécration de l'égalité entre femmes et hommes</i>	242
B. <i>L'obligation de garantir l'égalité entre femmes et hommes</i>	245
1. <i>L'accès aux mandats électifs et publics</i>	248
2. <i>L'accès aux fonctions exécutives</i>	254
<i>En guise de conclusion : de l'égalité entre les genres à l'égalité entre les origines ?</i>	256
 <i>De notaris is geen gewone derde bij het gebruik van een zorgvolmacht...</i>	259
Luc WEYTS	
I. <i>Beoordeling van het tijdstip van onbekwaam worden</i>	259
II. <i>Onderzoek van de toegekende bevoegdheden</i>	263
III. <i>Vergelijking met vertegenwoordiging bij vennootschappen</i>	267
IV. <i>Besluit</i>	268
 <i>Le droit de la personne entre nostalgie napoléonienne et vertige postmoderne : Nature, culture et autodétermination</i>	269
Geoffrey WILLEMS	
<i>Introduction</i>	269
I. <i>L'existence de la personne</i>	272
A. <i>Le début de la vie : IVG et PMA</i>	273
1. <i>L'interruption volontaire de grossesse</i>	274
2. <i>La procréation médicalement assistée</i>	277
B. <i>La fin de la vie : euthanasie et transhumanisme</i>	281
1. <i>L'euthanasie</i>	282
2. <i>Le transhumanisme</i>	286
C. <i>La relativisation des frontières de la personnalité : l'enfant sans vie</i>	288
D. <i>Un compromis bioéthique : les deux dimensions de la « sacralité » de la vie humaine</i>	290

II. <i>L'identité de la personne</i>	295
A. Les noms et prénoms.....	296
1. L'attribution des prénoms et noms	297
2. Le changement de prénom et de nom.....	298
B. La modification de l'enregistrement du sexe.....	300
1. La reconnaissance du sexe réassigné	301
2. La reconnaissance du genre vécu.....	302
C. L'estompement de la distinction de sexe : le genre non binaire ...	304
D. La complexité de l'identité : de la chair à la loi, un « matérialisme enchanté »	306
III. <i>La capacité de la personne</i>	311
A. La minorité.....	313
1. De la puissance paternelle à l'autorité parentale conjointe....	314
2. Le déploiement de l'autonomie du mineur.....	315
B. Les majeurs incapables	319
1. De l'interdiction à l'administration provisoire.....	320
2. Un régime unique conforme à la dignité humaine	321
C. La remise en cause de la notion d'incapacité : la capacité juridique universelle.....	323
D. La tension entre autonomie et vulnérabilité : une approche « réaliste » ?	327
<i>Conclusion</i>	332

CHAPITRE II

Le couple

<i>Dimension personnelle des liens de couple. La légitimité du droit contemporain des couples</i>	337
---	-----

Marie LAMARCHE

I. <i>La légitimité du droit des couples à l'aune de sa fonction qualificative</i> ...	341
A. Les conditions juridiques de la qualification de couple	342
1. « Liberté, égalité, pluralité », pour une qualification facilitée.....	342
2. Ordre public et refus de qualification	346

B. Le comportement social source de qualification du couple.....	349
1. Vivre comme un couple	350
2. Vivre en couple malgré l'illicéité.....	352
II. <i>La légitimité du droit des couples dans sa fonction protectrice de l'individu</i>	354
A. Préserver la liberté individuelle	356
1. Interroger la juridicité des devoirs personnels au sein du couple.....	357
2. Reconnaître un droit à la rupture des couples	360
B. Réguler les rapports interindividuels au sein du couple	363
1. Préserver des atteintes de l'autre au sein du couple	364
2. Conserver une solidarité minimale au sein du couple	365
 <i>Quel avenir pour notre droit patrimonial du couple ?</i>	369
Jean-François TAYMANS	
I. <i>En toile de fond, un bref survol du droit belge actuel</i>	370
A. Les époux.....	371
B. Les cohabitants légaux	373
C. Les cohabitants de fait (l'union libre)	374
II. <i>Les critiques doctrinales</i>	375
A. Le diagnostic	376
B. Les remèdes	380
C. Conclusion	390
III. <i>Les droits du conjoint survivant</i>	391
IV. <i>Conclusion générale</i>	398
 <i>La prestation compensatoire dans le Code civil roumain</i>	399
Flavius A. BAIAS	
Stela STOICESCU	
I. <i>Notion. Réglementation</i>	399
II. <i>Droit transitoire</i>	401
III. <i>Octroi de la prestation compensatoire</i>	401
A. Conditions	401

B. Critères de détermination.....	409
C. La forme de la prestation compensatoire.....	414
IV. <i>Modification ou extinction de la prestation compensatoire</i>	416
V. <i>Conclusions</i>	419
 <i>La situation, sous le prisme de l'équité, du conjoint commun en biens et professionnellement actif au sein d'une société.....</i>	421
Nathalie BAUGNIET	
<i>Introduction</i>	421
I. <i>Les lignes directrices de la réforme des régimes matrimoniaux sous le prisme de l'équité au sein des couples communs en biens dont l'un des époux exerce sa profession en société</i>	422
II. <i>Première ligne directrice : la distinction entre le « titre » et la « finance »</i>	425
A. La composition des patrimoines	425
B. La gestion.....	428
C. La liquidation et le partage.....	429
III. <i>Deuxième ligne directrice : l'allocation correcte des revenus professionnels</i>	430
IV. <i>Troisième ligne directrice : le principe de la neutralité en droit des régimes matrimoniaux de l'exercice de la profession via une société et la nouvelle cause de récompense</i>	432
<i>Conclusion</i>	434
 <i>Réflexions sur la contractualisation du divorce par consentement mutuel : une évolution inéluctable annoncée par le Professeur Renchon il y a déjà plus de 20 ans</i>.....	435
Étienne BEGUIN	
<i>Introduction</i>	435
I. <i>L'évolution historique</i>	437
II. <i>Le rôle du tribunal et son évolution</i>	440

III. <i>Les exemples étrangers</i>	442
IV. <i>Quelles procédures pour répondre à quels besoins et à quels objectifs ?</i> ...	443
V. <i>Une proposition : le divorce par consentement mutuel par acte notarié</i> ...	445
<i>Conclusion</i>	449
<i>Suggestion de modification des articles 1287 et suivants du Code judiciaire</i>	450
 <i>L'interdiction temporaire de résidence en cas de violence domestique</i>	455
Henri D. BOSLY	
Valérie BOSLY	
<i>Introduction</i>	455
I. <i>La loi du 15 mai 2012</i>	456
II. <i>L'ordonnance d'interdiction de résidence du procureur du Roi</i>	458
A. Le procureur du Roi décidant par voie d'ordonnance	458
B. Une menace grave et immédiate	459
C. La notion de violence domestique	460
D. Audition préalable de l'intéressé et compétence territoriale du procureur du Roi.....	461
E. Le contenu de l'ordonnance.....	462
F. L'étendue et la durée de l'interdiction	462
G. La communication de la décision du procureur.....	463
H. L'obligation de signalement de la personne éloignée	464
I. La levée de l'interdiction ou la modification des modalités de celle-ci.....	464
J. La sanction pénale	465
III. <i>La phase judiciaire du contrôle de l'interdiction de résidence</i>	465
A. Compétence du tribunal de la famille	466
B. Pouvoirs du tribunal de la famille et procédure devant ce tribunal	466
C. La levée de l'interdiction de résidence	468
D. Sanction pénale.....	468
<i>Conclusions</i>	469

<i>Proposition de structuration d'un droit des couples dans le Code civil français</i>	471
Anne-Sophie BRUN-WAUTHIER	
I. <i>Un droit commun</i>	475
A. Le régime primaire impératif du couple dans son volet extrapatrimonial	475
B. Le régime primaire impératif du couple dans son volet patrimonial	478
II. <i>Des règles spécifiques</i>	484
A. La spécificité des règles extrapatrimoniales	484
B. La spécificité corrélative des règles patrimoniales	487
<i>La fidélité</i>	491
Yves DE CORDT	
<i>Introduction</i>	491
I. <i>Les droits des époux sur les actions</i>	492
II. <i>Le bonheur conjugal ou familial comme but de la société</i>	498
III. <i>La fidélité et l'exclusivité (obligation de non-concurrence de l'apporteur en industrie)</i>	503
IV. <i>La fidélité sans l'exclusivité (le choix d'une société comme partenaire privilégié)</i>	506
V. <i>Le divorce est-il un juste motif d'exclusion ou de démission ?</i>	509
<i>De hervorming van het huwelijksvermogens- en erfrecht in het licht van het na te streven evenwicht tussen de langstlevende echtgenoot en de kinderen</i>	515
Charlotte DECLERCK	
<i>Inleiding</i>	515
I. <i>Huwelijksvoordelen</i>	517
II. <i>Wettelijk erfrecht</i>	518
III. <i>Erfrechtelijke reserve</i>	521

IV. Globale erfovereenkomst	525
Besluit	526
 Transferts entre époux séparés de biens et donations de biens communs par un seul époux : régime matrimonial ou succession ?	
527	
Alexandra DEMORTIER	
Introduction	527
I. Les transferts entre époux séparés de biens	529
A. Position de la question.....	529
B. La créance fondée sur l'enrichissement sans cause	529
1. À quel stade et comment sera comptabilisée la créance ?.....	530
2. Preuve de la créance d'enrichissement sans cause	531
C. La donation	532
1. À quel stade et comment sera comptabilisée la donation ? ...	532
2. Preuve de la donation	534
D. Conclusion : quelles thèses devront soutenir les parties en fonction de leur intérêt propre ?.....	537
II. Les donations de biens communs consenties par un seul époux	540
A. Position du problème	540
B. Validité des donations de biens communs consenties par un seul époux.....	540
C. L'acte doit-il être envisagé au stade de la liquidation du régime matrimonial ou de la succession ?	543
D. Conclusion : quelles thèses devront soutenir les parties en fonction de leur intérêt propre ?.....	546
Conclusion	549
 La solidarité patrimoniale dans le couple : les parents « capitaines » versus les enfants « mercenaires ». Réflexions alternatives	
551	
Philippe DE PAGE	
I. Introduction	551
II. Les solidarités légales. Rappels.....	554
A. Solidarités matrimoniales.....	554

B. Solidarités successorales.....	554
III. <i>Les solidarités conventionnelles</i>	556
A. Solidarités matrimoniales.....	556
B. Solidarités successorales.....	558
IV. <i>Les équilibres et les instruments d'équilibrage</i>	563
V. <i>Remarques conclusives</i>	567
 <i>Libres propos sur le statut matrimonial de l'assurance vie</i>	569
Bernard DUBUISSON	
I. <i>Introduction</i>	569
I. <i>L'assurance vie dans tous ses états</i>	571
A. La multiplicité des produits et la complexité du marché	571
B. Assurance vie et prévoyance.....	574
C. Assurance vie et épargne	577
1. La formation de la réserve mathématique	577
2. Produits d'assurance et produits d'épargne.....	580
D. Assurance vie et pensions complémentaires.....	582
II. <i>La valeur patrimoniale d'un contrat d'assurance vie</i>	584
A. Le contrat d'assurance non dénoué au moment de la dissolution du régime a-t-il une valeur patrimoniale ?	584
B. La réponse du législateur	587
1. Le titre et la finance.....	587
2. La récompense	590
3. Point de vue critique	591
III. <i>L'assurance groupe laissée pour compte</i>	592
A. L'assurance groupe, grande absente de la réforme	592
B. Un « no man's land juridique ».....	595
C. Perspectives	597
 <i>Het nieuwe huwelijksvermogensrecht. Société ou solidarité ?</i>	601
Johan DU MONGH	
I. <i>Inleiding</i>	601

II. <i>Meerwaardcreatie via aandelen van een eigen vennootschap oud en nieuw</i>	602
III. <i>Besluit</i>	609
« Un jour, il va me tuer ». De la violence conjugale	611
Danielle BASTIEN	
<i>Introduction</i>	611
I. <i>Pascaline</i>	613
II. <i>« Une femme est battue »</i>	616
III. <i>De la complaisance mutuelle inconsciente entre deux fantasmes</i>	617
IV. <i>D'une complaisance mutuelle inconsciente comme synthôme</i>	618
V. <i>Complaisance mutuelle inconsciente entre deux modalités de défense contre un traumatisme</i>	619
<i>En guise de conclusion</i>	623
Les pourtours évanescents de la vie commune en contexte d'union libre..	625
Brigitte LEFEBVRE	
I. <i>L'union de fait dans l'espace juridique</i>	626
II. <i>La vie commune ou maritale</i>	628
III. <i>Les pourtours évanescents du début et de la fin de la vie maritale</i>	631
IV. <i>L'évolution de l'appréciation de la vie maritale</i>	633
Traitement juridique du couple de même sexe au Japon.	
<i>Miroir de la structure japonaise d'Individu, Famille et État</i>	639
Lisa OSHIMA	
I. <i>Couple reconnu par la société japonaise ?</i>	641
A. <i>Attestation de la relation amoureuse issue par la commune</i>	643
1. <i>Conditions</i>	643
a. <i>Différence entre deux méthodes</i>	644
b. <i>Comparaison avec le mariage</i>	645

2. Effets	646
a. Différence entre deux méthodes.....	646
b. Comparaison avec le mariage	647
B. Juges faisant référence au sens commun de la société	648
1. Concubinage	648
2. Adoption simple entre deux parties	650
II. <i>Couple rejeté par l'État ?</i>	651
A. Constitution	651
1. Mariage formé par un accord entre les deux sexes ?	651
2. Violation de l'interdiction de la discrimination ?	652
B. Code civil sur le mariage.....	653
1. Insuffisance des effets actuels du mariage	653
2. Monopole du mariage.....	653
 <i>L'« avoir ensemble » des époux. Communauté, indivision et société(s) d'acquêts.....</i>	655
Candice ROUSSIEAU	
<i>Introduction</i>	655
I. <i>Comparaison de l'indivision et de la communauté</i>	656
A. Bref rappel du régime applicable à l'indivision	656
B. Bref rappel du régime applicable au patrimoine commun	661
C. Conclusion intermédiaire	668
II. <i>La place de la « société d'acquêts »</i>	670
III. <i>Conclusion</i>	675
 <i>Le contrat de mariage : une source de justice familiale</i>	677
Pierre VAN DEN EYNDE	
I. <i>Étendue de l'information</i>	679
A. Régimes matrimoniaux.....	679
B. Régimes de séparation de biens : informations complémentaires	680
C. Le choix du législateur.....	681

II. Révision du statut des candidats-notaires	684
A. Statuts du notaire adjoint et/ou du notaire salarié	686
B. Statut du notaire salarié.....	687
1. Nomination.....	687
2. Compétence.....	688
C. Statuts	688
D. Danger résultant de ce statut	690
Conclusion	691
 L'obligation constitutionnelle d'antériorité du mariage civil par rapport au mariage religieux	 693
Stéphanie WATTIER	
Introduction	693
I. L'origine du second alinéa de l'article 21 de la Constitution	694
II. Les conséquences en cas de non-respect de l'article 21, alinéa 2, de la Constitution	696
A. Le non-respect de l'article 21, alinéa 2, de la Constitution par un ministre du culte	696
B. Le non-respect de l'article 21, alinéa 2, de la Constitution par les époux.....	697
C. Le non-respect de l'article 21, alinéa 2, de la Constitution par le Roi Léopold III en 1941	698
III. L'incidence de l'article 21 de la Constitution sur l'ouverture du mariage aux couples de même sexe.....	699
IV. Les effets des mariages exclusivement religieux : éléments de droit comparé	701
A. Le cas allemand : la suppression de l'antériorité du mariage civil sur le mariage religieux.....	701
B. Les effets du mariage religieux en Espagne.....	702
C. Les effets du mariage religieux en Italie.....	704
V. Le mariage religieux comme indice de la sincérité du mariage civil.....	705
En guise de conclusion	706

<i>Une illustration des potentialités du droit commun des obligations : l'influence grandissante de l'équité dans le règlement des comptes post-rupture des cohabitants de fait</i>	709
Patrick WÉRY	
<i>Introduction</i>	709
I. <i>Le régime des créances entre cohabitants de fait ayant conclu un contrat..</i>	714
II. <i>Le régime des obligations extracontractuelles entre cohabitants de fait en l'absence d'acte juridique</i>	716
A. Les quasi-contrats nommés prévus par l'ancien Code civil	717
B. L'action de in rem verso sanctionnant un enrichissement sans cause	720
<i>Conclusion</i>	727
 <i>Le droit des couples : un tourbillon sans fin</i>	729
Fabienne TAINMONT	
<i>Introduction</i>	729
I. <i>La désinstitutionnalisation de la famille au travers du droit du couple ...</i>	734
A. La cohabitation légale	736
B. Le mariage pour tous	738
C. La réforme du divorce opérée par la loi du 27 avril 2007 et les conséquences qui en découlent sur la liquidation-partage du régime matrimonial	739
1. La réforme du divorce opérée par la loi du 27 avril 2007	739
2. Les conséquences de la réforme du divorce opérée par la loi du 27 avril 2007 sur la liquidation-partage du régime matrimonial	741
D. L'allègement de la procédure de modification du régime matrimonial	744
E. La réforme du droit des régimes matrimoniaux et des successions	748
II. <i>Et maintenant ?</i>	751
A. Généralités	752
B. Les limites de l'assimilation imparfaite du mariage à la cohabitation légale	752
1. Incomplet	753

2.	À plusieurs vitesses	754
3.	Source d'insécurité juridique	755
C.	Quelques pistes de réflexion.....	757
1.	Première piste de réflexion : maintenir le statut de la cohabitation légale mais le limiter aux « couples ».....	757
2.	Seconde piste : maintenir des effets limités à la cohabitation légale et lever les incertitudes juridiques.....	759

CHAPITRE III

Les enfants

<i>La filiation et ses effets personnels. De l'institution aux fonctions.....</i>	763
--	------------

Gaëlle RUFFIEUX

I.	<i>Le sens de l'institution de la filiation.....</i>	766
A.	La filiation charnelle.....	767
1.	L'équilibre imparfait établi par le législateur	768
2.	L'équilibre instable soufflé par les droits fondamentaux.....	770
a.	Vers un droit absolu de faire établir sa filiation?	770
b.	Vers un droit absolu de contester sa filiation?	772
B.	Les filiations volontaires	777
1.	La satisfaction des auteurs du projet parental	777
a.	L'accès aux techniques : vers un droit de fonder une famille?	777
b.	Le lien de filiation : s'émanciper de la filiation charnelle	780
i)	Les spécificités liées à l'existence d'un projet parental.....	780
ii)	Les spécificités liées aux couples de même sexe ...	782
2.	La prise en considération de l'intérêt supérieur de l'enfant...	785
II.	<i>L'effectivité des fonctions parentales.....</i>	787
A.	La fonction éducative	788
1.	Les lignes directrices délivrées par le législateur.....	789
2.	Une mise en œuvre délicate	791
a.	La subordination à l'intérêt de l'enfant	791
b.	La concurrence des droits du mineur.....	793

B. La fonction économique	794
1. L'exécution des obligations alimentaires.....	795
2. L'articulation entre solidarité familiale et solidarité collective	797
Les droits successoraux des enfants	801
Michel GRIMALDI	
I. <i>La place de l'égalité</i>	803
A. La dévolution légale.....	804
1. L'enfant naturel	804
2. L'enfant non conçu	807
B. La dévolution volontaire	809
1. Le fléchissement de la réserve.....	810
2. Le contournement de la réserve.....	814
II. <i>La promotion de la souche</i>	815
A. L'assouplissement des conditions de la représentation	816
B. La consécration des libéralités-partages transgénérationnelles	819
III. <i>La concurrence du conjoint</i>	821
A. Les enfants face au conjoint héritier <i>ab intestat</i>	822
B. Les enfants face au conjoint gratifié.....	824
<i>Le statut des beaux-enfants dans la fiscalité familiale : convergence(s) et divergence(s)</i>	829
Jean-Emmanuel BEERNAERT	
<i>Introduction</i>	829
I. <i>Le statut fiscal des beaux-enfants en matière d'impôts directs</i>	830
A. La déduction des contributions alimentaires	830
1. Conditions légales	830
2. Application de ces conditions à un paiement alimentaire d'un beau-parent	830
B. L'abattement fiscal pour enfants à charge	832
1. Définition et conditions légales.....	832
2. Application dans l'hypothèse d'une reconstitution familiale...	833

II. <i>Le statut fiscal des beaux-enfants en matière d'impôts indirects</i>	835
A. Les droits de succession.....	836
1. En Région wallonne.....	836
2. En Région de Bruxelles-Capitale.....	837
3. En Région flamande.....	838
B. Les droits de donation	839
1. En Région wallonne.....	839
2. En Région de Bruxelles-Capitale.....	839
3. En Région flamande.....	840
<i>Conclusions</i>	840
 <i>Responsabilité et protection de l'enfance</i>	 843
Laurent BLOCH	
Adeline GOUTTENOIRE	
I. <i>La responsabilité de protéger le mineur</i>	844
A. Responsabilité et révélation du danger.....	844
1. L'immunité du professionnel qui révèle des faits de maltraitances	845
2. La responsabilité du professionnel inactif face à la maltraitance d'un enfant	848
B. La responsabilité de l'État de mettre en place une mesure de protection de l'enfant en danger adaptée	850
II. <i>La responsabilité du fait de la protection du mineur</i>	852
A. La responsabilité du fait du mineur placé	853
1. La diversité des responsables potentiels	853
a. Le département.....	854
b. L'association accueillant l'enfant.....	855
c. La famille d'accueil	855
2. L'unité du régime de responsabilité	856
B. La responsabilité résiduelle des parents	857
1. L'articulation entre la responsabilité institutionnelle et la responsabilité parentale.....	857
a. Une illusion de simplicité	858
b. Une apparence de complexité	858

2. Le projet de réforme du droit de la responsabilité civile	860
a. La réforme de la responsabilité parentale	860
b. La réforme de la responsabilité des structures accueillant des enfants	861

<i>Gelijkmatig verdeeld verblijf als prioritair te onderzoeken verblijfsregeling: van 'l'idéologie des droits' naar blijvend ouderschap na scheiding als een gezamenlijke ouderlijke verantwoordelijkheid</i>	863
--	-----

Ingrid BOONE

I. <i>Inleiding</i>	863
II. <i>Wettelijke regeling en recente rechtspraak van het Hof van Cassatie</i>	865
A. Akkoord over de verblijfsregeling	865
B. Geen akkoord over de verblijfsregeling	868
1. Beginselen	868
2. Belang van de kinderen en van de ouders	869
3. Geen omkering bewijslast	871
III. <i>Evaluatie van het verblijfsco-ouderschap als prioritair te onderzoeken verblijfsregeling</i>	872
A. Doelstellingen van de wet	872
B. Grotere gelijk(waardig)heid	873
C. Minder rechtszaken	875
IV. <i>Besluit</i>	877

<i>Le recueil légal d'enfants (kafala) en droit algérien. Référentiel et évolution juridique ou la lente métamorphose d'une institution</i>	881
--	-----

Malika BOULENOUAR AZZEMOU

I. <i>La kafala dans le Code de la famille et dans la pratique judiciaire : une représentation mitigée</i>	887
A. Le législateur familial et la <i>kafala</i> : la <i>kafala</i> et les règles de la filiation	887
B. La <i>kafala</i> dans la pratique judiciaire	892

II. Une distanciation du référentiel : des perspectives d'évolution de la kafala	894
A. Le nom du <i>makful</i>	895
B. <i>Kafala</i> , inceste et empêchements à mariage	897
<i>En conclusion</i>	898
 Réflexions autour de l'adoption contemporaine : entre besoin de l'enfant et besoin d'être parent, un changement de paradigme ?.....	901
Laura COHEN	
<i>Introduction</i>	901
I. Un rappel succinct des fondements de l'adoption	903
A. Les configurations initialement visées	903
B. L'inexistence d'un droit d'être adopté et d'un droit d'adopter.....	904
II. Les nouvelles configurations familiales pour lesquelles l'adoption est aujourd'hui mobilisée	906
A. Un mode d'établissement de filiation pour le(la) coparent(e) à l'égard de l'enfant né d'un projet parental commun	906
B. La consécration juridique pour le beau-parent ou le parent d'accueil d'une parenté socio-éducative et affective.....	909
1. Le beau-parent.....	909
2. Le parent d'accueil	911
III. Focus sur la place de l'adoption au sein des couples de même sexe : institution juridique à adapter ou intrinsèquement inadéquate ?.....	912
A. Les enjeux et critiques de la création d'un lien de comaternité par la loi du 5 mai 2014 portant établissement de la filiation de la coparente	912
B. La différence de traitement entre les couples de femmes et les couples d'hommes instituée par la loi du 5 mai 2014.....	914
IV. De lege ferenda	917
A. Les termes du débat et les ébauches de solution.....	917
B. Un assouplissement des conditions présidant à l'adoption ?	918
C. La création d'une figure juridique <i>ad hoc</i> ?	921
<i>Conclusion</i>	922

***La pluriparentalité, entre existence sociologique et silence juridique,
l'occasion d'une mise en perspective du droit de la famille 925***

Marie CRESP

- I. *L'existence sociologique de la pluriparentalité..... 925*
 - A. La définition de la pluriparentalité 925
 - B. L'apparition de la pluriparentalité 928
 - C. Les justifications de la pluriparentalité 929
- II. *L'inexistence juridique de la pluriparentalité 930*
 - A. La pluriparentalité, une notion juridique inexistente..... 930
 - B. L'absence d'effets juridiques de la pluriparentalité 932
 - C. Les effets juridiques indirects de la pluriparentalité 933
- III. *L'appréciation du silence juridique à l'égard de la pluriparentalité..... 935*
 - A. L'identification des causes de ce silence..... 935
 - B. L'analyse des conséquences de ce silence 936
 - C. La recherche d'une politique juridique 938

***L'enlèvement parental international à l'aune de la coopération
et des communications judiciaires 941***

Myriam DE HEMPTINNE

Sophie DEMARS

- I. *Les machines de guerre autour de l'enlèvement parental 942*
- II. *La réalité judiciaire : ordre, cohérence ou sac d'embrouilles ?..... 949*
- III. *Les communications judiciaires directes ou l'huile dans les rouages 955*
- IV. *Réflexions conclusives : la fin ou les moyens ? 961*

Les parents de Mowgli 965

Jacques FIERENS

- I. *À la recherche de ce qui fait le lien de filiation..... 965*
- II. *Une famille ordinaire, un soir d'été..... 966*
- III. *Mère Louve 968*

IV. Père Loup.....	972
V. La filiation et le Clan.....	976
VI. La fin de l'histoire ?	980
 Filiation et disruption : ce que la filiation ne doit pas à la nature... ..	981
Nicole GALLUS	
Nathalie MASSAGER	
 On a tous en nous	991
Nathalie MASSAGER	
 Séparation et garde alternée : une solution aux exigences paradoxales contemporaines ?	997
Christophe JANSSEN	
Introduction	997
I. Premier écueil : la famille recomposée.....	1000
II. Deuxième écueil : l'infinie séparation.....	1002
III. Troisième écueil : la douloureuse séparation d'avec ses enfants.....	1005
Conclusion	1008
 L'enfant dans le droit de la famille marocain : regard critique	1011
Hicham LAKHSSASSI	
I. Le droit de connaître ses parents et de vivre dans une famille	1012
A. La filiation.....	1012
1. Filiation légitime.....	1013
2. Filiation illégitime.....	1014
B. Le droit de vivre dans une famille : la <i>kafala</i>	1015
1. La <i>kafala</i> une intégration limitée	1015
2. Le désistement sur la <i>kafala</i>	1016

II. <i>Autorité parentale et intérêt supérieur de l'enfant</i>	1017
A. La représentation légale.....	1017
B. Droit d'hébergement.....	1018
1. Droit de garde.....	1019
2. Le droit de visite.....	1019
III. <i>Entretien de l'enfant</i>	1020
A. Inégalité dans la prise en charge de l'obligation alimentaire	1020
B. Aide sociale	1021
IV. <i>Mariage des mineurs</i>	1021
<i>Conclusion</i>	1022
 <i>Des séparations conflictuelles à l'heure de la parentalité</i>	1025
Jean-Pierre LEBRUN	
I. <i>La parent(ég)alité</i>	1026
II. <i>Un changement de monde</i>	1029
III. <i>Conséquences sur la construction de l'appareil psychique</i>	1033
IV. <i>Retour sur la parentalité</i>	1037
V. « Faute d'amour » et « Jusqu'à la garde »	1041
<i>Conclure</i>	1044
 <i>Le droit de jouissance des parents sur les biens de leurs enfants.</i>	
<i>Chronique d'une mort annoncée</i>	1045
Jean-Jacques LEMOULAND	
I. <i>La disparition des justifications</i>	1048
A. L'évolution du statut du mineur.....	1048
B. L'évolution des rapports familiaux	1051
II. <i>L'affaiblissement des garanties</i>	1054
A. L'abandon du renvoi à la tutelle	1054
B. La libéralisation du régime de l'administration légale	1056

L'intérêt supérieur de l'enfant en pratique. Quelle place pour la parole de l'enfant dans les affaires familiales ? 1059

Jacques MARQUET

Laura MERLA

I. <i>La protection du mineur : perspective historique</i>	1060
A. Avant 1840-1890 : l'enfant sans protection	1061
B. 1889-1912 : l'émergence du modèle protectionnel	1061
C. 1912-1965 : le déploiement du modèle protectionnel.....	1062
D. Le tournant de 1991 : de la protection à l'aide	1063
II. <i>La parole de l'enfant</i>	1064
A. Méthode	1064
1. Les participant(e)s	1064
2. La récolte des données : préparation et mise en œuvre des focus-groupes.....	1065
B. Résultats	1066
1. Vers une approche globale de l'intérêt supérieur de l'enfant (ISE).....	1066
a. La multiplicité des acteurs.....	1067
b. La diversité des acteurs.....	1067
c. L'articulation entre la famille et les autres sphères de socialisation.....	1068
d. La place des enfants dans nos sociétés.....	1069
2. La parole de l'enfant ou comment tenir compte de l'enfant ?	1069
a. Un consensus : il faut tenir compte de l'enfant.....	1069
b. À propos du recueil de la parole de l'enfant	1071
3. Le maintien des liens familiaux.....	1075
III. <i>En guise de conclusion</i>	1076
<i>Bibliographie</i>	1077
<i>Annexe 1 : Casus soumis au premier focus-groupe</i>	1079

<i>L'anonymat du don dans le contexte des procréations médicalement assistées : une nécessaire réforme du droit belge à la lumière des droits humains</i>	1081
Géraldine MATHIEU	
<i>Introduction</i>	1081
I. <i>Les termes du débat</i>	1082
II. <i>L'anonymat du don au regard du droit belge</i>	1085
III. <i>L'anonymat du don au regard des droits humains</i>	1087
A. La Convention internationale relative aux droits de l'enfant et les observations finales du Comité	1087
B. La Convention européenne des droits de l'homme et la jurisprudence de la Cour	1089
C. Équilibrer les droits des parents, des donneurs et des enfants : la résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe du 12 avril 2019	1091
IV. <i>Conclusion et recommandations</i>	1092
 <i>Égalité, liberté, famille</i>	1095
Benoît MOORE	
 <i>Quand les enfants « pirates » rencontrent la sirène de leur parent</i>	1107
Vinciane ROSENAU	
<i>Introduction</i>	1107
I. <i>La « quête » d'un équilibre entre le conjoint survivant et les enfants d'une union précédente</i>	1109
A. Les familles recomposées dans l'histoire et le Code Napoléon	1109
B. Les familles recomposées dans la loi du 20 novembre 1896	1112
C. Les familles recomposées dans la loi du 14 mai 1981	1112
D. Les familles recomposées dans la loi « Valkeniers »	1114
E. Les recompositions familiales dans les réformes du droit successoral et des régimes matrimoniaux entrées en vigueur le 1 ^{er} septembre 2018	1116
F. Les familles recomposées : qu'une histoire de (re)composition des règles juridiques ?	1119

II. <i>Les familles recomposées : le défi de la traversée du détroit où résident Charybde et Scylla</i>	1121
A. L'équilibre en trompe-l'œil des réformes récentes du droit des régimes matrimoniaux et du droit successoral	1121
1. La renonciation totale à ses droits successoraux par le conjoint survivant	1121
2. Les enfants du premier lit et le « cocktail toxique »	1123
3. La voie médiane, l'application des dispositions légales supplétives.....	1125
B. La succession en tant que transmission	1126
Conclusion	1128
 La favor filiationis en droit international privé	1131
Jean SAGOT-DUVAUROUX	
I. Favor filiationis et établissement des liens de filiation	1136
A. La matérialisation des modes de détermination du droit applicable	1137
1. L'extension du domaine d'application de la <i>lex fori</i>	1137
2. Le recours à la méthode des règles de conflit de lois à coloration matérielle.....	1139
B. La mise en œuvre « orientée » des règles de conflit de lois	1142
1. L'apparition du renvoi <i>in favorem</i>	1142
2. L'instrumentalisation de l'exception d'ordre public international	1144
II. Favor filiationis et maintien des liens de filiation	1146
A. Le maintien des liens de filiation constitués <i>ex lege</i>	1146
B. Le maintien des liens de filiation résultant de décisions étrangères	1148
 Dertig jaar toetsing aan het gelijkheidsbeginsel door het Grondwettelijk Hof in familiezaken	1153
Patrick SENAEVE	
I. <i>Situering van het onderzoek</i>	1153
A. De toetsing aan het gelijkheidsbeginsel	1153
B. Vooral – maar niet enkel – in het afstammingsrecht	1155

C.	Het interpretatieschema van het Grondwettelijk Hof	1156
D.	Opzet van deze bijdrage.....	1156
E.	Voorafgaande algemene beschouwingen	1157
II.	<i>Analyse van de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof in familiezaken 1990-2020</i>	1159
A.	Noodzaak van de bestaansmogelijkheid van de bevroagde problematiek	1159
B.	De vergelijkbaarheidstoets	1159
1.	Situering.....	1159
2.	Casuïstiek	1160
a.	Vergelijkbaarheid impliciet of expliciet aanvaard	1160
b.	Vergelijkbaarheid verworpen.....	1163
C.	De toetsing aan het teleologische criterium: wettig doel.....	1164
1.	Situering.....	1164
2.	Casuïstiek	1164
D.	De toetsing aan het objectiviteitscriterium	1166
1.	Situering.....	1166
2.	Casuïstiek	1166
E.	De pertinentietoets (relevantietoets)	1168
1.	Situering.....	1168
2.	Casuïstiek	1168
a.	Absoluut verbod van nieuwe adoptie van een reeds geadopteerde meerderjarige na overlijden van de adoptant	1168
b.	Uitsluiting grootouders van betwisting van vaderlijke erkenning.....	1168
c.	Minimumleeftijdsverschil bij adoptie.....	1169
d.	Absoluut verbod van vestiging van dubbele afstammingsband ten aanzien van uit een incestueuze relatie geboren kinderen.....	1169
F.	De evenredigheidstoets (proportionaliteitstoets)	1170
1.	Situering.....	1170
2.	Casuïstiek	1171
a.	Absoluut verbod van vestiging van dubbele afstammingsband ten aanzien van uit een incestueuze relatie geboren kinderen.....	1171
b.	Uitsluiting grootouders van betwisting van vaderlijke erkenning.....	1171

c.	Beperkte gevolgen van vestiging van afstammingsband na volle adoptie	1172
d.	Huwelijksbeletsel tussen adoptant en ouder als beletsel voor adoptie.....	1172
e.	Minimumleeftijdsverschil bij adoptie.....	1173
f.	Naamswijziging ingeval de vaderlijke afstamming slechts komt vast te staan na de moederlijke afstamming enkel bij overeenstemming tussen de ouders mogelijk.....	1174
i)	Verschil in behandeling tussen ouders wier afstammingsband gelijktijdig wordt gevestigd en ouders waarbij de afstammingsband van een van hen pas later wordt gevestigd.....	1174
ii)	Verschil in behandeling ingeval de afstammingsband van een van de ouders pas later wordt gevestigd, tussen een ouder die als enige het ouderlijk gezag uitoefent, en een langstlevende ouder na het overlijden van de andere ouder.....	1175
g.	Onmogelijkheid voor het meerderjarige kind om na geslaagde vaderschapsbetwisting en onderzoek naar het vaderschap de naam van zijn biologische vader te dragen	1175
G.	Afsluitende beschouwing.....	1176

Naar nieuwe grondslagen voor de gemeenrechtelijke familiale onderhoudsverplichting 1177

Gerd VERSCHULDEN

I.	<i>Inleiding en plan</i>	1177
II.	<i>De gemeenrechtelijke familiale onderhoudsverplichting.....</i>	1178
A.	Personeel toepassingsgebied	1178
1.	Bloedverwanten in de rechte lijn	1178
2.	Schoonouders en schoonkinderen	1178
B.	Grondslag.....	1179
C.	Voorwerp: levensonderhoud, al dan niet <i>in natura</i>	1181
D.	Grondvoorwaarden.....	1182
E.	Veranderlijk karakter.....	1183
F.	Onderzoeksvragen.....	1183

III. <i>Het verhaal van het OCMW op de onderhoudsplichtigen van de begunstigde: een fragmentair rechtspraakoverzicht</i>	1184
A. Een eigen verhaalrecht voor kosten van maatschappelijke dienstverlening en leefloon	1185
B. Toepassingsvoorwaarden voor de uitoefening van het verhaalrecht.....	1186
1. Bestaan van een onderhoudsplicht ten tijde van de dienstverlening.....	1186
2. Motivering van de beslissing tot terugvordering.....	1187
3. Inkomensvereisten	1188
4. Voorafgaand sociaal onderzoek.....	1189
C. Omvang van het verhaalrecht.....	1189
1. Beperking in functie van het netto belastbaar inkomen.....	1189
2. Afwijking in geval van verminderd patrimonium	1190
D. Verzaken aan de terugvordering.....	1191
1. Politieke beslissing om in het algemeen af te zien van verhaal van kosten van opname in een rust- of verzorgingstehuis	1191
2. Facultatieve afwijking op de terugvorderingsplicht om individuele billijkheidsredenen	1191
3. Appreciatiebevoegdheid van de rechter	1192
a. Kosten van maatschappelijke dienstverlening.....	1192
b. Toekenning van leefloon	1193
E. Uitoefening van het verhaalsrecht.....	1194
1. Interne terugvorderingsprocedure	1194
2. Gerechtelijke verhaalprocedure	1195
a. Bevoegde rechtbank.....	1195
b. Verjaring.....	1196
F. Conclusies en toekomstperspectief.....	1197
IV. <i>Op weg naar familiale solidariteit 2.0 via interdisciplinair familieonderzoek</i>	1198
A. Nood aan nieuwe grondslagen voor familiale solidariteit	1198
B. Multidimensionale in plaats van normatieve intergenerationele familiale solidariteit	1200
C. Interdisciplinair familieonderzoek.....	1201

***Les enfants du droit. Ou l'irrésistible ascension de la postmodernité
en droit de la filiation belge et français*** 1203

Jehanne SOSSON

I. <i>Le lien de filiation ou la désignation comme parent : entre modernité et postmodernité ?</i>	1208
A. Liberté, égalité : la renonciation aux modèles	1208
1. La fin d'une filiation arrimée exclusivement au mariage.....	1208
a. Une filiation « charnelle » qui s'émancipe du mariage	1208
b. Une filiation adoptive qui s'émancipe du mariage.....	1210
c. La filiation avec don d'engendrement déagée du mariage.....	1211
d. La fin d'une exclusivité	1212
2. La fin d'une filiation arrimée exclusivement à la différence de sexe	1213
a. Les (r)évolutions législatives	1213
b. Un refus des limites caractéristique de la postmodernité ?	1214
B. L'avènement de la filiation avec don d'engendrement, une filiation résolument postmoderne ?.....	1218
1. Des évolutions médicales aux pratiques sociales	1218
2. Des lois initiales qui avalisent des pratiques médicales très différentes	1220
3. De récentes évolutions législatives très postmodernes ?	1224
C. Juge et parties, les nouveaux artisans des normes en matière de filiation aux côtés de la loi ?	1230
1. La « fabrique » du droit dans la postmodernité	1230
2. Filiation « charnelle » : de la loi au juge, en passant par une place amplifiée des acteurs	1232
3. Nouveaux « contrats », nouvelles parentés, nouvelles normes ?	1239
II. <i>La démocratisation des effets de la filiation : une évidence ?</i>	1245
A. La fonction parentale éducative : entre anciens et nouveaux « dogmes » ?	1245
B. La fonction parentale économique : peu d'impact de la postmodernité ?	1250
C. Les noms et prénoms de l'enfant : égalité et autonomie.....	1253
III. <i>En guise de (non) conclusion</i>	
<i>Les enfants du droit, vers une « troisième modernité » ?</i>	1260